

PRÉFECTURE DE POLICE

CABINET DU PRÉFET

Sous-Direction Administrative

1^{er} BUREAU

N° D'ORDRE 92/2429

N° DOSSIER 105384 P

(Ce numéro devra être rappelé dans toutes les communications adressées à la Préfecture de Police).

La déclaration doit, dans le délai d'un mois, être rendue publique par les soins de l'association, au moyen de l'insertion au *Journal Officiel* d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, ainsi que l'indication du siège social. (Décret du 16 Août 1901, art. 1^{er}).

Les associations sont tenues de faire connaître dans les trois mois tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. (Loi du 1^{er} Juillet 1901, art. 5).

Les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association, sont transcrits sur un registre tenu au siège de toute association déclarée : les dates des récépissés relatifs aux modifications et changements sont mentionnées au registre.

Ce registre doit être coté par première et par dernière page et paraphé sur chaque feuille par la personne habilitée à représenter l'association ou la congrégation. (Décret du 16 Août 1901, art. 6 et 31).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Récépissé de Déclaration d'Association

(Loi du 1^{er} Juillet 1901 — Art. 5)

A la date du 25-06-92
MONSIEUR François BLOCH-LAINE
demeurant 11 RUE DE L'HOTEL COLBERT 75005 PARIS
a effectué la déclaration d'une association portant la dénomination de
PATRIMOINE SANS FRONTIERES

et dont le siège social est fixé
11 RUE DE L'HOTEL COLBERT 75005 PARIS

a déposé à l'appui de cette déclaration :

- 1^o Deux exemplaires des statuts de l'association ;
- 2^o La liste des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association.

Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt de la déclaration et des pièces annexées, sans préjuger en quoi que ce soit la légalité de l'association.

Pour le Préfet de Police :
LE CHEF DE BUREAU,



Martine FOURMOIS

PRÉFECTURE DE POLICE

6 JUIN 1992

SOUS-DIRECTION
ADMINISTRATIVE DU CABINET
2^e BUREAU

Déclaration à la préfecture de police. **ART ET REFLEXION ATOUR DU GRAND ŒUVRE «ARGO»**. *Objet* : promotion des arts et des artistes : expositions, éditions, trophées, rencontres, échanges culturels, voyages d'étude, généalogie et toute autre forme de mise en valeur des arts et des créateurs de France et d'ailleurs, par tous les moyens possibles. *Siège social* : 125, rue Castagnary, 75015 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION DES ETUDIANTS ET ANCIENS ETUDIANTS DE PHILOSOPHIE DU DROIT DE PARIS-II**. *Objet* : promotion de la philosophie du droit, en particulier parmi les élèves et les étudiants. *Siège social* : Paris-II, centre Panthéon, 12, place du Panthéon, 75005 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **AMICALE DES RETRAITÉS DU CONSUEL ET DE PROMOTELEC**. *Objet* : permettre à ses adhérents de se rencontrer. *Siège social* : 52-54, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ EN COOPERATION**. *Objet* : promouvoir l'action et la réflexion des professionnels de la santé (médecins, paramédicaux, administratifs...) qui travaillent ou ont travaillé dans les pays en développement. *Siège social* : 11, rue Rondelet, 75012 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **VLAL DTO**. *Objet* : création chorégraphique, théâtrale, audiovisuelle, ainsi que l'enseignement lié au spectacle vivant. *Siège social* : 72, boulevard Mémilmontant, 75020 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **AMOUR-LUMIERE**. *Objet* : entraide et accompagnement des personnes en difficulté, malades ou en fin de vie. *Siège social* : chez Neveu (Marie-Françoise), 46, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **SELECTION PLUS**. *Objet* : favoriser les relations entre les entreprises, les établissements de formation et les étudiants en proposant des actions communes en matière de sélection, recrutement, communication. *Siège social* : 106-112, boulevard de l'Hôpital, 75011 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **SONOTONES F.C**. *Objet* : promotion du groupe musical Les Sonotones ; cela comprend l'organisation de concerts et de toutes manifestations culturelles. *Siège social* : chez M. Tronche, 82-90, rue de Reuilly, 75012 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ESPACE D'EXPRESSION LIBRE «LA VITA NOVA»**. *Objet* : promouvoir la création artistique. *Siège social* : 16, rue du Pont-aux-Choux, 75003 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION DES LOCATAIRES JAURES-MELUN**. *Objet* : défense des intérêts des locataires des immeubles mitoyens : 60, avenue Jean-Jaurès et 2, passage de Melun, à Paris-19^e. *Siège social* : 60, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **JENNER FORM'ACTION (J.F.A.)**. *Objet* : promouvoir l'image de la formation continue des personnels soignants et de ses membres, ainsi que la culture d'entreprise ; développer toutes activités d'échanges et de recherches en relation avec l'exercice de la fonction soignante. *Siège social* : 44, rue Jenner, 75013 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION NATIONALE DU JEU DE PADDLE**. *Objet* : développer l'activité du sport de paddle ; organiser et promouvoir toutes activités et manifestations sportives dans le cadre de cette activité. *Siège social* : 85, rue de Bercy, 75012 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **LES AMIS DES CARAÏBES (L.A.C.)**. *Objet* : faire connaître la région des Caraïbes au niveau de sa géographie, son histoire, sa vie socio-économique, politique, culturelle et sportive. *Siège social* : 7, rue du Capitaine-Ferber, 75020 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **COMITE INTERNATIONAL DES PEUPLES NOIRS (C.I.P.N.)**. *Objet* : exiger des instances internationales que la traite et l'esclavage des Noirs soient reconnus comme un crime contre l'humanité ; lutter contre toutes les formes de discriminations, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme ; soutenir les luttes pour la sauvegarde des droits nationaux des peuples de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et de Kanaky ; développer la solidarité entre les peuples noirs et promouvoir la culture noire à travers le monde ; développer l'idée de la création d'espaces juridiques, social, économique, sportif et artistique des peuples noirs ; défendre dans tous les domaines les droits des enfants et des femmes noirs. *Siège social* : 7, avenue du Général-Laparrine, 75012 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **RASA VIDYA MARG**. *Objet* : promouvoir l'œuvre de l'alchimiste Petri Muriën. *Siège social* : 16, rue de Cotte, 75012 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES CULTURELLES ET PROFESSIONNELLES, INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES (A.D./3.C.)**. *Objet* : aider au développement et à l'amélioration des connaissances culturelles et professionnelles, tant sur le plan individuel que collectif ; intervenir entre autres en tant que conseil psychosociologique dans les grands ensembles urbains, dans une relation d'aide contre l'échec scolaire, la délinquance et la toxicomanie... *Siège social* : 14, rue Ferdinand-Fabre, 75015 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **UBU, ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LE DESSIN D'HUMOUR**. *Objet* : mieux faire connaître le dessin d'humour auprès du grand public ; créer un lieu de rencontre européen. *Siège social* : 56 ter, rue Nationale, 75013 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **LES BUGS BANNIS, ASSOCIATION SPORTIVE ET RUGBYSTIQUE**. *Objet* : pratique sportive du rugby et activités associées. *Siège social* : 149-151, rue Léon-Maurice-Nordmann, 75013 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **FLEURY-MICHON L'ESPRIT FRAIS**. *Objet* : soutenir des expériences ou imaginer des outils et des méthodes pédagogiques. *Siège social* : 3, rue de Turbigo, 75001 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION DES FONCTIONNAIRES DU COMMISSARIAT DE LA PORTE SAINT-MARTIN (A.F.C.P.S.M.)**. *Objet* : promotion des techniques nouvelles dans les outils de travail mis à la disposition des fonctionnaires de police. *Siège social* : commissariat de la porte Saint-Martin, 26, passage du Désir, 75010 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION D'AMITÉS ET D'ÉCHANGES FRANCO-BURUNDAIS (A.E.F.B.)**. *Objet* : développer les relations d'amitié entre les Français et les Burundais ; développer et intensifier les échanges sociaux, culturels, scientifiques, économiques, touristiques et sportifs entre le Burundi et la France. *Siège social* : 40, avenue d'Italie, 75013 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION PARTAGEONS LE PROGRES (A.P.G.)**. *Objet* : réduire les écarts de développement entre les villes et les villages en réalisant des projets de développement socio-éducatif et sanitaire. *Siège social* : chez Coustant (Sylvie), appartement 23, 127, rue de l'Université, 75007 Paris. *Date* : 24 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **PATRIMOINE SANS FRONTIÈRES**. *Objet* : contribuer à la sauvegarde du patrimoine international dans des contextes d'urgence. *Siège social* : chez M. Bloch-Lainé (François), 11, rue de l'Hôtel-Colbert, 75005 Paris. *Date* : 25 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **LE GRAL - GROUPE DE RECHERCHE ARTISTIQUE LIBRE**. *Objet* : concevoir, réaliser, produire des spectacles d'art vivant, en particulier du théâtre et de la musique ; permettre leur diffusion tant en France qu'à l'étranger ; concevoir et réaliser toutes opérations mobilières, immobilières et prestations se rattachant au but de l'association. *Siège social* : 60, rue Quincampoix, 75004 Paris. *Date* : 25 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION POUR LE FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE DE CLAUDE-GERARD MARCUS, CANDIDAT AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993**. *Objet* : organiser le financement de la campagne électorale de M. Claude-Gérard Marcus, en vue de l'élection législative prévue pour mars 1993, conformément à la loi du 15 janvier 1990. *Siège social* : 58, boulevard Magenta, 75010 Paris. *Date* : 25 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION SPORTIVE BOULING LA CHAPELLE**. *Objet* : développer le sport de quill-9. *Siège social* : 6, avenue de la Porte-de-la-Chapelle, 75018 Paris. *Date* : 25 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **CHÂTEAU DE SABLE**. *Objet* : action sociale pour des jeunes des banlieues parisiennes ; permettre à des enfants de milieux défavorisés de partir en vacances. *Siège social* : chez M. Robert, 53, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris. *Date* : 26 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION D'AIDE AUX LOGEMENTS (A.D.A.L.)**. *Objet* : favoriser la mise en relation entre propriétaires et locataires par la recherche d'appartements à louer ou à vendre dans les conditions établies par le règlement intérieur. *Siège social* : 145, quai de Valmy, 75010 Paris. *Date* : 26 juin 1992.

Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION DES LECTEURS DE LA BIBLIOTHEQUE DE FRANCE**. *Objet* : défendre les intérêts matériels et moraux des lecteurs de la section recherche de la future Bibliothèque de France en tant que membres de ce service public. *Siège social* : 9, rue de Sèvres, 75007 Paris. *Date* : 26 juin 1992.



STATUTS DE L'ASSOCIATION

Patrimoine sans frontières

selon la déclaration établie le 4 juin 1992

Publication au Journal Officiel le 25 juin 1992

Modification en Assemblée Générale du 23 juin 2005

Déclaration établie en Préfecture le 2 septembre 2005

Modification en Assemblée Générale Extraordinaire du 7 mars 2007

Modification en Assemblée Générale du 11 mai 2016

Déclaration établie en Préfecture le xxxxxxxx

I. BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 1 : Forme et dénomination

Rappel :

- L'association Patrimoine sans frontières a été fondée le 4 juin 1992 (publication au Journal Officiel du 25 juin 1992) par les **membres fondateurs** désignés ci-après :

François-Gustave-Frédéric BLOCH-LAINE (†)
né le 25 Mars 1912 à Paris 16^{ème},
de nationalité française.

Bertrand BONNIER
né le 1er Février 1945 à Paris 17^{ème}
de nationalité française.

Claudine COLIN
née le 23 Septembre 1956, à Céaucé (Orne),
de nationalité française.

Frédéric EDELMANN
né le 16 Août 1951 à Paris 8^{ème},
de nationalité française.

Dominique GROS
née le 5 Décembre 1951 à Cholet (Maine et Loire)
de nationalité française.

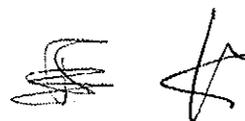
Les présents statuts annulent et remplacent ceux établis lors de la déclaration constitutive de l'association et ceux votés en assemblée générale extraordinaire le 7 mars 2007.

L'association est régie par la loi du 1er juillet 1901 les textes en vigueur et par les présents statuts.

Dénomination

La dénomination de l'association est : **PATRIMOINE SANS FRONTIÈRES,**

Ayant pour sigle : PSF



Article 2 : Objet et durée

Patrimoine sans frontières est une association humanitaire, qui a pour objet :

- de contribuer à la sauvegarde du patrimoine international dans des contextes d'urgence, d'oubli ou de déshérence, ainsi que dans toutes les situations post-accidentelles ou de post-conflit ;
- d'accompagner et de mettre en œuvre la réappropriation patrimoniale en situation de crise tant au niveau régional que national et international ;
- d'établir les contacts nécessaires avec toutes les associations privées et organismes publics nationaux et internationaux pouvant contribuer à la réalisation de ces objectifs ;
- de mettre en œuvre tous les dispositifs utiles à la réalisation de ses objectifs : réseau international de vigilance, d'aide, d'information et de sauvegarde dudit patrimoine, chantiers internationaux, échanges de bonnes pratiques, programmes spécifiques ou pluridisciplinaires, études, recherches, publications, ...

Sa durée est illimitée.

Article 3 : Moyens

Pour atteindre les objectifs définis à l'article 2, l'association PSF

- se donne les moyens matériels adéquats et fait appel aux compétences humaines susceptibles de l'y aider, qu'elles soient ou non bénévoles, le cas échéant constitue des groupes experts ou des conseils scientifiques par projet,
- élabore et met en place toutes structures et projets de terrain susceptibles de répondre à ces objectifs,
- suscite des partenariats ou collabore aux actions conduites par d'autres associations et organismes, publics ou privés, nationaux ou internationaux répondant à l'esprit des mêmes objectifs.

Article 4 : Siège

L'association a son siège social à PARIS.

Article 5 : Règlement Intérieur

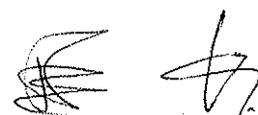
Le règlement intérieur est établi par le Conseil d'Administration pour fixer les modalités d'exécution des présents statuts et des activités de l'association. Il précise et complète les règles de fonctionnement de l'association. Il est approuvé par l'Assemblée générale des membres de l'association.

(les dispositions qui suivent sont applicables sous réserve de l'obtention de la RUP¹)

Le règlement intérieur est adressé à la préfecture du département. Il ne peut rentrer en vigueur, ni être modifié qu'après approbation du ministère de l'intérieur.

Ce règlement intérieur s'impose à tous les membres de l'association.

¹ Reconnaissance d'utilité publique.



Article 6 : Membres

L'association se compose de différentes catégories de membres :

- Les **membres fondateurs** tels que rappelés à l'article 1 des présents statuts,
- Les **membres bienfaiteurs**, mécènes qui apportent ou ont apporté un soutien particulier à l'association.
- Les **membres d'honneur** : le titre de membre d'honneur peut être décerné par le conseil d'administration aux personnes (physiques ou morales) et aux partenaires, qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'assemblée générale sans être tenues de payer une cotisation.
- Les **membres adhérents**
- Les membres **correspondants étrangers**

Par leur adhésion, les membres s'engagent à mettre en commun leurs connaissances et leur activité et à soutenir la mission de l'association dans le but décrit à l'article 2.

Toute demande d'adhésion est soumise au Conseil d'Administration qui peut refuser cette admission sans avoir à justifier de sa décision et attribue le titre de membre adhérent, membre bienfaiteur, membre d'honneur ou membre correspondant étranger.

L'Assemblée Générale fixe annuellement le montant des cotisations des membres pour chacune des catégories.

La qualité de membre de l'association se perd :

1. par la démission adressée par écrit au Président de l'association,
2. pour une personne physique, par décès,
4. pour une personne morale, par mise en redressement judiciaire ou dissolution, pour quelque cause que ce soit,
5. par la radiation prononcée par le conseil d'administration, pour non-paiement de la cotisation ou la perte des qualités spécifiques, ou pour motifs grave contraire aux objectifs de l'association ou découlant du non respect du règlement intérieur.

Quel que soit le motif de la radiation, celle-ci est susceptible de recours devant l'assemblée générale.

Le membre intéressé est préalablement invité par le Conseil d'Administration à fournir des explications écrites.

II ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 7 : Conseil d'Administration et Bureau - Composition et élection

L'association est administrée par un Conseil d'Administration (ci-après CA) dont le nombre de membres est compris entre 11 et 21 membres maximum, par délibération de l'Assemblée Générale (AG).

Les membres du conseil sont élus pour 3 ans, par l'assemblée générale au scrutin secret. Ils sont renouvelables par tiers. Lors des deux premiers renouvellements les membres sortants seront désignés si nécessaire par tirage au sort.

En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale.



Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à la date où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Les mandats sont renouvelables. Les administrateurs ne devront pas avoir plus de 80 ans au moment de leur élection.

Le Bureau

Le Conseil Administration choisit parmi ses membres, au scrutin secret, le Bureau qui est composé au minimum d'un président, d'un trésorier, et d'un secrétaire général.

Le nombre de membres du Bureau ne peut représenter plus d'un tiers (1/3) du conseil d'administration.

Les membres du bureau sont élus pour un an.

Article 8 : Réunions du Conseil d'Administration

Le conseil se réunit au moins une fois tous les six mois et à chaque fois qu'il est convoqué par son président, son secrétaire général ou sur demande du quart des membres du Conseil d'Administration, ou du quart des membres de l'association, par lettre simple ou par courriel, au moins 15 jours avant la date du CA, mentionnant l'ordre du jour de la réunion.

Chacun des administrateurs ne pourra détenir plus d'un pouvoir à la fois.

Au moins un tiers des membres doit être présent ou représenté pour que le CA puisse valablement délibérer.

Il délibère à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les salariés de l'association peuvent être appelés par le président à assister, avec voix consultative, à tout ou partie des séances de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Les procès-verbaux des réunions sont signés par le président et le secrétaire. Ils sont approuvés par la prochaine réunion du CA. Ils sont conservés au siège de l'association.

Article 9 : Conseil d'Administration - Présidence et fonctionnement

Le conseil élit en son sein un président.

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. Il peut, pour un acte précis, déléguer ce pouvoir à un autre membre du conseil.

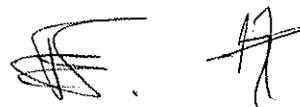
Ainsi, conformément à l'article 7, il est convenu que le président délèguera à un ou plusieurs membres appartenant au conseil le pouvoir de représenter l'association auprès des partenaires ou mécènes de l'association.

En cas de représentation en justice, le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civiques.

A l'exception du président, les membres du CA ne peuvent recevoir de rémunération au titre de leur mandat d'administrateur.

Toutefois, le président du Conseil peut recevoir une rémunération dans les conditions prévues au deuxième alinéa du D du 1° du 7 de l'article 261 du Code Général des impôts et du 242 C du même code annexe 2.



Les remboursements de frais sont possibles, mais doivent faire l'objet d'une décision expresse du Conseil d'Administration, Ce dernier statuant hors de la présence des intéressés, et les justificatifs des dépenses devront être produits et feront l'objet de vérifications par le Conseil.

Le conseil peut déléguer au bureau toute compétence précisément définie pour une durée au plus égale à la durée restant à courir de son mandat.

Article 10 : Assemblée Générale

L'assemblée générale (ci-après l'AG) de l'association comprend tous les membres de l'association à jour de leur cotisation à la date de convocation de ladite assemblée.

Chaque membre (membres fondateurs, membres bienfaiteurs, membres d'honneur, membres adhérents et membres « correspondants étrangers ») possède lors de l'Assemblée Générale une voix.

Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre de l'association muni d'un pouvoir spécial; la représentation par toute autre personne est interdite.

Chaque membre présent à l'AG dispose d'une voix et des voix qu'il représente dans la limite de quatre pouvoirs.

L'assemblée générale choisit son bureau conformément aux dispositions définies au règlement intérieur.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

L'assemblée générale ordinaire

Elle se réunit une fois par an et elle est à chaque fois convoquée par le CA ou son président en cas de nécessité par courriel ou par lettre simple contenant l'ordre du jour et adressée à chaque membre de l'association 15 jours au moins à l'avance.

L'AG peut également être réunie sur la demande écrite du quart au moins des membres de l'association.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions à l'ordre du jour établi par le CA.

L'AG pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du CA. Les conditions d'éligibilité au CA sont fixées par le règlement intérieur.

Elle entend les rapports sur la gestion du CA, sur la gestion financière et morale de l'association et donne quitus au CA de sa gestion.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Les délibérations de l'AG ordinaire sont prises avec un quorum du quart des membres et à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu d'établir un procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire. Ils sont conservés au siège de l'association.

Il est établi une feuille de présence émarginée par les membres de l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le président et le secrétaire de l'Assemblée.

Le rapport annuel et les comptes sont mis à la disposition de tous les membres de l'association pour consultation dans les locaux de l'association et publiés après approbation par l'AG sur le site Internet de l'association.

L'assemblée générale extraordinaire

Si besoin est ou sur la demande écrite de la moitié au moins des membres, le président convoque une assemblée générale extraordinaire dans les formes légales.

Les délibérations de l'AGE sont prises avec un quorum du quart des membres présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est convoquée à nouveau, à quinze jours d'intervalle ; elle peut alors délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Article 11 : Délibérations relevant de l'Assemblée générale

(les dispositions qui suivent sont applicables sous réserve de l'obtention de la RUP)

Les délibérations du CA relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens rentrant dans la dotation et emprunts doivent être approuvés par l'AG.

Les délibérations du CA relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative donnée dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations de l'AG relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation administrative.

III DOTATION, RESSOURCES ANNUELLES

Article 12 : Ressources

Les ressources annuelles de l'association se composent :

- des cotisations des membres, dont le montant est fixé chaque année par le CA,
- des éventuelles subventions privées et publiques, françaises, européennes ou internationales qu'elle pourra percevoir,
- les dons, legs et autres libéralités tels qu'encadrés par la loi et sous réserve de la reconnaissance d'utilité publique du revenu de ses biens,
- du produit des ventes et des rétributions effectuées pour service rendu,
- et plus généralement de toute autre ressource compatible avec les textes de lois et règlements en vigueur.

Article 13 : Exercice social

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe. La comptabilité suit le plan comptable des associations.

L'exercice comptable de l'association correspond à l'exercice civil.

(les dispositions qui suivent sont applicables sous réserve de l'obtention de la RUP)

Chaque établissement de l'association ou Comité local doit tenir une comptabilité distincte de qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de l'association.

Il est justifié chaque année auprès du préfet du département, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères et du ministre de la solidarité et de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.



Article 14 :

La dotation comprend :

- 1°) une somme de **150€** constituée en valeurs placées conformément aux prescriptions de l'article suivant ;
- 2°) les immeubles nécessaires au but recherché par l'association ainsi que des bois, forêts ou terrains à boiser ;
- 3°) les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été autorisé ;
- 4°) les sommes versées pour le rachat des cotisations ;
- 5°) le dixième au moins, annuellement capitalisé, du revenu net des biens de l'association ;
- 6°) la partie des excédents de ressources qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'association pour l'exercice suivant, après affectation éventuelle à un compte de projet associatif.

Tous les capitaux mobiliers, y compris ceux de la dotation, sont placés en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avance.

IV MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 15 : Modifications statutaires

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'assemblée au moins 15 jours avant la réunion de l'assemblée.

L'assemblée doit se composer du quart au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 16 : Dissolution

L'assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association et convoquée spécialement à cet effet, dans les conditions prévues à l'article précédent, doit comprendre, au moins, la moitié plus un des membres en exercice.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires, chargés de la liquidation des biens de l'association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics, ou reconnus d'utilité publique, ou à des établissements visés à l'article 6, alinéa 5, de la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée.



V SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

Article 17 : Surveillance et transparence

(les dispositions qui suivent sont applicables sous réserve de l'obtention de la RUP)

Les délibérations de l'AG prévues aux articles 11, 15 et 16 sont adressées, sans délai, au ministère de l'Intérieur, au Ministère des Affaires Etrangères et au Ministère de la Culture et de la Communication.

Elles ne sont valables qu'après approbation du Gouvernement.

Le président doit faire connaître dans les trois mois, à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association.

Les registres de l'association et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du ministre de l'intérieur ou du préfet, à eux-mêmes ou à leur délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au préfet du département, et en cas de reconnaissance d'utilité publique ou de subvention des dits ministères au Ministre de l'Intérieur, au Ministre de la Culture et de la Communication et au Ministre des Affaires étrangères.

Le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la culture ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Fait à Paris

Et voté en Assemblée Générale le 11 mai 2016

Michel BRIAND
Trésorier



Hemi SIMON
Président



STATUTES OF THE NON-PROFIT ORGANISATION

Patrimoine sans frontières (Heritage without borders)

According to the statement done on the 4th June 1992

Declaration into the Official Journal - register of the French State – on the 25th June 1992

Modification during the General Assembly on the 2nd June 2005

Statement done at Prefecture on the 2nd September 2005

Modification during extraordinary General Assembly on the 7th March 2007

Modification during the General Assembly on the 11th May 2016

Statement done at Prefecture on the 18th July 2016

I. OBJECTIVES AND COMPOSITION

Article 1: Legal form and designation

Reminder:

The Non-Governmental Organisation (NGO) Patrimoine sans frontières has been created on the 4th June 1992 (Declaration into the Official Journal on the 25th June 1992) by the **founding members** called hereafter:

François-Gustave-Frédéric BLOCH-LAINE (†)
Born on the 25th March 1912 at Paris (16th district), France,
of French nationality.

Bertrand BONNIER
Born on the 1st February 1945 at Paris (17th district), France,
of French nationality.

Claudine COLIN
Born on the 23th September 1956, at Céaucé (Orne, France),
of French nationality.

Frédéric EDELMANN
Born on the 16th August 1951 at Paris (8th district), France,
of French nationality.

Dominique GROS
Born on the 5th December 1951 at Cholet (Maine et Loire, France),
of French nationality.

These statutes cancel and supersede those set up for the statement of NGO's creation and those voted during extraordinary General Assembly on the 7th March 2007.

The NGO is ruled by the law of the 1st July 1901, by existing texts and by these statutes.

Designation

The NGO's name is: **PATRIMOINE SANS FRONTIÈRES (HERITAGE WITHOUT BORDERS)**,

Its acronym is: PSF

Article 2: Object and duration

Patrimoine sans frontières is an aid Organisation/humanitarian NGO, which aims to:

- contribute to the safeguarding of international heritage in emergency, oblivion or escheat contexts, as well as in post-crisis or post-conflict situations;
- assist and to implement the heritage reappropriation in crisis situation such at a regional level that national or international one;
- establish the necessary contacts with all NGOs and public, national or international organisations which contribute to achieve these objectives;
- implement all necessary measures useful for achieving its objectives: international network of vigilance, help, information and safeguarding of heritage, international work camps, exchange of good practices, multidisciplinary and specific programs, studies, researches, publications, etc.

Its duration is unlimited.

Article 3: Means

To reach the objectives defined in Article 2, the NGO

- gives itself adequate material means and calls on human competencies likely to help it, whether voluntary or not, if need be, constitutes expert groups or scientific committees by project,
- develops and sets up all structures and field projects likely to respond to these objectives,
- encourages partnerships or cooperates to actions implemented by public or private, national or international organisations and other NGOs in harmony with its visions and objectives.

Article 4: Registered headquarters

NGO has registered its headquarters at PARIS, France.

Article 5: Rules of procedures

The rules of procedures of the NGO shall be established by the Executive Board to set the implementing rules of these statutes and NGO's activities. They clarify and complete the functioning rules of the NGO. They are approved by the General Assembly of the NGO's members.

(The following provisions shall apply, subject to obtaining the "Organisation recognized as serving the public good"¹)

The rules of procedures are addressed to the prefecture of the French department. It can neither come into effect, nor be modified only after the approval of the Ministry of the Interior.

These rules of procedures hold for all NGO's members.

¹ (In French : Reconnaissance d'utilité publique)

Article 6: Members

The Organisation shall be composed of several membership categories:

- **Founding members** as recalled in Article 1 of these statutes,
- **Donating members**, benefactors who provide or have provided specific support to the Organisation
- **Honorary members**: the title of honorary member may be awarded by the Executive board to natural or legal persons and collaborators who provide or have provided identified services to the Organisation. This title bestows on its holders the right to be part of the General Assembly upon the persons who have obtained it without being required to pay a due.
- **Adherent members**
- **Foreign correspondent members**

Through their membership, members commit to share their knowledge and activities and to support the Organisation's mission in the purpose described in Article 2.

All applications will be submitted to the Executive Board which may refuse this admission without having to justify its decision and give the title of adherent member, donating member, honorary member or foreign correspondent member.

The General Assembly sets the due amount for each category every year.

Membership shall terminate:

1. Upon written resignation submitted to the President of the Organisation
2. Upon death, for a natural person
3. Upon receivership or dissolution for any reason, for a legal person
4. Upon removal pronounced by the Executive Board for non-payment of the annual due or the loss of specific qualities, or grave misconduct against the Organisation's objectives or resulting from the violation of the rules of procedure.

Whatever the ground of the removal may be, it is subject to review before the General Assembly.

It is requested by the Executive Board that the concerned member should provide written explanations beforehand.

II- ADMINISTRATION AND FUNCTIONING

Article 7: Executive Board and Executive Committee – composition and election

The organisation is administered by a Executive Board which shall have up to 21 but not fewer than 11 members, on decision from the General Assembly.

Members of the Executive Board are elected for a three-year term by the General Assembly by secret ballot. They are renewable by thirds. At the first two renewals outgoing members will be designated by drawing lots if needed.

The Executive Board shall temporarily fill potential vacancies. Definitive replacement shall be proceeded with during the next General Assembly.

The proxies of the elected members according to the conditions previously described shall end on the date when the mandate of the replaced members should normally expire.

The warrants are renewable. Directors shall not be more than 80 years of age at the time of their election.

The Board

The Executive Board chooses from among its members, by secret ballot, the Board which is composed of at least one president, one treasurer, and one Secretary-General.

The number of members of the Board may not represent more than one third (1/3) of the Executive Board.

The members of the Board are elected for one year.

Article 8: Meetings of the Executive Board

The Executive Board shall meet at least once every six months and whenever it is convened by its President, its Secretary-General or at the request of a quarter of the members of the Executive Board, or a quarter of the members of the NGO, by ordinary letter or by E-mail, at least 15 days before the date of the Executive Board meeting, mentioning the agenda of the meeting.

Each Director will not be able to hold more than one proxy at a time.

At least one third of the members must be present or represented so that the Executive Board can validly deliberate.

It deliberates by a simple majority of the members present or represented.

In the event of the sharing of votes, the President's vote prevails.

Minutes shall be drawn up of the meetings.

The employees of the NGO may be called by the President to attend, with an advisory voice, all or part of the meetings of the General Assembly and the Executive Board.

The minutes of the meetings are signed by the President and the secretary. They are approved by the next Executive Board meeting. They are kept at the headquarters of the NGO.

Article 9: Executive Board – Presidency and functioning

The Executive Board elects a president.

The President represents the NGO in all acts of civil life. He orders the expenses. He may, for a specific act, delegate this power to another member of the Executive Board.

Thus, in accordance with Article 7, it is agreed that the President shall delegate to one or more members belonging to the Executive Board the authority to represent the NGO with the partners or patrons of the NGO.

In case of legal representation, the President may only be replaced by an agent acting under a special power of attorney.

The representatives of the NGO must enjoy the full exercise of their civil rights.

With the exception of the President, members of the Executive Board may not receive remuneration for their appointment as Directors.

However, the President of the Executive Board may receive remuneration under the conditions laid down in the second subparagraph of D of the 1 of Article 261 of the General Code of taxes and of 242 C of the same Code Annex 2.

Reimbursement of expenses is possible, but must be submitted to an express decision of the Executive Board, the latter acting out of the presence of the concerned parties, and the proof of the expenses will have to be produced and will be the subject of Audits by the Executive Board.

The Executive Board may delegate to the Board any precisely defined competence for a period not exceeding the duration of its mandate.

Article 10: General Assembly

The General Assembly of the NGO shall include all members of the NGO up to date of their subscription on the date of the meeting.

Each member (Founding members, Donating members, Honorary members, Adherent members and Aboard correspondent members) has a vote at the General Assembly.

Each member may be represented by another member of the NGO with special proxy; representation by any other person is prohibited.

Each member present at the General Assembly has a voice and voice that it represents within the limits of four powers.

The General Assembly shall select its board in accordance with the provisions of the rules of procedures.

In the event of an equality of votes, the president's vote prevails.

The ordinary General Assembly

The ordinary General Assembly meets once a year and is summoned each time by the Executive Board or its President in case of necessity by E-mail or by simple letter containing the agenda and addressed to each member of the NGO at least 15 days in advance.

The General Assembly may also be assembled on the written request of at least one quarter of the members of the NGO.

The Assembly can only deliberate on the issues on the agenda set by the Executive Board.

The General Assembly shall, where appropriate, provide for the renewal of the members of the Executive Board. The conditions of eligibility for the Executive Board are established in the rules of procedures.

The General Assembly hears reports on the management of the Executive Board, on the financial and moral management of the NGO and grants to members of the Executive Board full discharge of its management.

It approves the accounts for the past fiscal year, votes on the budget for the following fiscal year, deliberates on the issues put on the agenda.

The deliberations of the ordinary General Assembly are taken with a quorum of a quarter of the members and a majority of the members present or represented.

In the event of an equality of votes, the president's vote prevails.

Minutes shall be drawn up of the meetings.

The minutes are signed by the President and the secretary of the General Assembly. They are kept at the headquarters of the NGO.

An attendance sheet is signed up by the members of the General Assembly when entering the meeting and certified by the President and the secretary of the General Assembly.

The annual report and the accounts are made available to all members of the NGO for consultation at the NGO's premises and published after approval by the General Assembly on the NGO's website.

The Extraordinary General Meeting

If needed or written requested by at least half of the members, the President may convene an Extraordinary General Meeting in the legal forms.

EGM deliberations are concluded by a quorum of a quarter of members present or represented. If the quorum is not met, a further sitting is held no later than fifteen (15) days from the date of the first meeting; It may then decide whatever the number of members present or represented.

Article 11: Deliberations within the competence of the General Assembly

(The following provisions shall apply, subject to obtaining the Organisation recognized as serving the public good)

The deliberations of the Executive Board concerning the acquisition, exchange or transfer of real property required for the mission of the Organisation, the issuance of mortgages on this property, leases exceeding nine years, the transfer of goods included in its endowment, and loans must be submitted for approval by the annual meeting.

The deliberations of the Executive Board concerning the acceptance of donations and legacies are valid only after the administrative ratification, as provided by the law.

The deliberations of the Executive Board concerning the dispositions of movable property and real property arising by way of endowment, and concerning the conclusion of mortgages and loans, are valid only after the administrative ratification.

III. ALLOCATIONS AND ANNUAL RESOURCES

Article 12: Funds/Resources

The NGO's annual resources consist of:

- Membership subscriptions which are set every year by the Executive Board,
- Any public or private, French, European or international subsidies that it may receive,
- Endowments, legacies and other gifts as provided by the law, premised on official recognition of the NGO's income from trust property as 'public utility',
- Proceeds and fees received for services rendered,
- And, more broadly, any other resources that is compatible with the law.

Article 13: Financial year

Accounting is carried out presenting on an annual basis the profit-and-loss account, the balance sheet and an appendix. Accounting is made on the basis of NGO's chart of accounts.

This translation was made for the non French-speaking readers. Only the French version is official.

NGO's financial year matches the calendar year.

(The following provisions shall apply, subject to obtaining the Organisation recognized as serving the public good)

Every section or Local Committee must keep separate accounts which form a section of the overall financial records of the NGO.

It is justified annually to the prefect of the department, to the Minister of the Interior, to the Minister of Foreign affairs and to the Minister of Employment and Social solidarity.

Article 14:

Endowment includes:

- 1) an amount of **150€** consists of the deposit in conformity of the following Article's prescription;
- 2) the buildings necessary for the purpose sought by the organisation as well as woods, forests or woodlots;
- 3) capital derived from gifts, unless immediate employment has been authorized;
- 4) the amounts paid for the redemption of contributions;
- 5) at least one tenth, annually capitalized, of the net income of the property of the Organisation;
- 6) the part of the surplus of resources which is not necessary to the functioning of the Organisation for the following year, after possible allocation to an associative project account.

All movable capital, including that of the endowment, is invested in registered securities, securities for which is established the list of nominative references provided for in Article 55 of Law No. 87-416 of 17 June 1987 on the savings or in securities accepted by the Banque de France as a guarantee in advance.

IV - AMENDMENT OF THE STATUTES AND DISSOLUTION

Article 15: Statutory modification

The statutes may be amended by the General Assembly on the proposal of the Executive Board or on the proposal of one-tenth of the members of the General Assembly.

In either case, the proposed changes are placed on the order paper of the next General Assembly meeting, which must be sent to all members of the General Assembly at least 15 days before the meeting.

The General Assembly must consist of at least one quarter of his active members. If this quorum is not reached, the General Assembly is called again, but at least fifteen days apart, and this time, it can validly deliberate, regardless of the number of members present or represented.

In any case, the statutes may only be amended by a two-thirds majority of the members present or represented.

Article 16 : Dissolution

The General Assembly meeting, called to decide on the dissolution of the NGO and convened especially for this purpose, in the conditions provided for in the preceding Article, must include, at least, half plus one of the active members.

This translation was made for the non French-speaking readers. Only the French version is official.

If this quorum is not reached, the General Assembly is called again, but at least fifteen days apart, and this time, it can validly deliberate, regardless of the number of members present or represented.

In any case, the dissolution may only be voted by a two-thirds majority of the members present or represented.

In case of dissolution, the General Assembly designates one or more commissioners, responsible for the liquidation of the property of the NGO. It allocates the net assets to one or more similar establishments, public, or recognized of public utility, or to establishments referred to in Article 6, paragraph 5, of the Law of July 1, 1901 as amended.

V. SURVEILLANCE AND INTERNAL RULES

ART. 17. Surveillance and transparency

(The following provisions shall apply, subject to obtaining the recognition of Organisation serving the public good).

The General Assembly's deliberations announced in the Articles 11, 15 and 16 are transmitted without delay to the Ministry of the Interior, the Ministry of Europe and Foreign Affairs, and to the Ministry of Culture.

They shall become valid only after the Government's agreement.

Every modification occurred within the organisation's direction or administration shall be reported by the president, within three months, to the prefecture of the department and the sub-prefecture of the arrondissement in which the organisation has its seat.

The organisation's registers and accountancy shall be presented on each demand from the Ministry of the Interior or the prefect, or to any accredited member of their delegation.

The annual report and the accounts shall be transmitted on an annual basis to the prefect of the department. If the Organisation is recognized as serving the public good or granted from the following ministers, these documents shall also be transmitted to the Ministry of the Interior, the Ministry of Culture, and the Ministry of Europe and Foreign Affairs.

The Ministry of the Interior, the Ministry of Europe and Foreign Affairs and the Ministry of Culture have the right to guide their delegations in the organisation's buildings and to be introduced to the organisation's activities and organisation.

Paris, Voted in General Assembly, May 11, 2016.